

XXème ANNIVERSAIRE DU CENTRE NORD-SUD du
CONSEIL DE L'EUROPE

Table Ronde

La gouvernance démocratique de la diversité culturelle

Lisbonne, 18 mai 2010

Intervention de Cornelio Sommaruga, Genève

Je suis heureux d'être associé à ce XXème Anniversaire du Centre Européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales et de participer – avec des éminents collègues et amis lauréats du Prix Nord-Sud – à cette Table Ronde sur la **GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE DE LA DIVERSITE CULTURELLE**.

Il n'y a pas de doutes – cela a été dit ce jour par plusieurs orateurs – que le monde est confronté en ce début du XXIème siècle à une crise notamment économique sans précédent – qui secoue même les fondements de l'Union Européenne – et ceci à **5 ans de l'échéance des Objectifs de l'ONU de Millénaire du Développement**. N'oublions pas que les Objectifs du Millénaire veulent entre autres réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim jusqu'à 2015, concrétiser l'égalité de droits et obligations entre les genres et améliorer d'une manière substantielle l'accès à l'éducation et à la santé. Bien avant que le Sommet prévu à New York en septembre prochain pour dresser un état des lieux, nous pouvons de notre part constater que – **malgré certains progrès – le monde est loin d'atteindre ces nobles objectifs**.

Pourquoi cela ? Beaucoup de promesses certes, mais une mise en œuvre bien déficiente, alourdie aussi par l'arrière-fond des **grands problèmes qui secouent la planète au niveau climatique, alimentaire, financier et économique**. Sans vouloir ignorer la violence généralisée, alimentée surtout par un massif transfert d'armes.

Le Conseil de l'Europe est très attaché aux **principes démocratiques, aux droits humains et à l'état de droit**. Etat de droit dans notre contexte doit signifier **équilibre dans les rapports entre pauvres et riches, entre faibles et forts**. Malheureusement nous sommes encore loin de cela sur le plan national et international.

Kofi Annan, en recevant en **2001** le Prix Nobel de la Paix, disait à Oslo « il faut éliminer la pauvreté, prévenir les conflits et promouvoir la démocratie », et plus loin « il faut un monde débarrassé de la pauvreté pour que tous les hommes et toutes les femmes puissent exploiter leur potentiel. Il faut que les droits humains soient respectés pour que les différends puissent être réglés dans l'arène politique, par des moyens pacifiques. **Il faut un environnement démocratique, fondé sur le respect de la diversité et la concertation**, pour que les individus puissent s'exprimer librement, choisir le gouvernement qui leur convient et jouir de la liberté d'association. ». Ce texte contient **tout un programme pour la gouvernance démocratique**. Il faut, dans notre contexte, je crois, surtout souligner son appel à un environnement démocratique fondé sur le respect de la diversité, qui doit justement – c'est moi qui le dit – être considérée comme une richesse. Trop souvent – il faut le relever – ceux qui aspirent aux mêmes choses souffrent des mêmes préjugés. **Ils ont tous peur de ce qui est différent d'eux, l'autre ethnie, l'autre couleur de peau, les autres traditions culturelles ou linguistiques et surtout l'autre religion**. A l'époque de la mondialisation des voyages et de l'information, les gens, partout dans le monde, s'en prennent surtout aux différences, ce qui nourrit les tensions interculturelles et religieuses. Aujourd'hui il me semble urgent de faire face à cette tendance préoccupante. **Il faut reconstruire des ponts et s'engager dans un dialogue interculturel constructif et soutenu, qui insiste sur des valeurs et des aspirations communes**.

Jean Monnet, l'initiateur de l'intégration européenne, disait que « rien n'est possible sans les hommes et rien n'est durable sans les institutions ». C'est pourquoi ici, dans le cadre d'une Institution comme le Centre Nord-Sud, **je voudrais en appeler à la mondialisation des responsabilités de la société civile pour le dialogue interculturel et interreligieux.** La société civile ; ce sont les ONG, les forces politiques, les milieux économiques, les médias, les universités et écoles, les religions et dénominations diverses, mais surtout aussi chaque être humain individuellement dans ce monde.

Permettez-moi d'insister sur la responsabilité des religions qui doivent faire émerger de la profondeur de leurs traditions les forces spirituelles qui pourront aider l'humanité et la conduire sur la voie de la solidarité et de la paix. **Il faut savoir connaître la religion de l'autre,** ce qui implique qu'on rentre dans sa peau, qu'on voie le monde tel qu'il le voit et qu'on pénètre la signification pour l'autre d'être bouddhiste, chrétien, hindou, juif, musulman etc..

La mondialisation des responsabilités nous appelle à agir pour la sécurité humaine, particulièrement dans les sociétés ouvertes, en intervenant dans le débat public et dans la construction des décisions politiques. Le vrai défi consiste à **souligner les valeurs humaines et la dimension spirituelle et éthique de la vie politique et économique.** N'oublions pas que les systèmes politiques donnent des lignes de comportement à travers la législation et que les lois des nations devraient refléter les normes morales qui en sont à la base.

La **Commission à haut niveau de l'ONU sur la société civile,** présidée par Fernando Henrique Cardoso, disait dans son rapport de 2004 que « une meilleure intégration de la société civile et **un renforcement du rôle des parlementaires dans les délibérations internationales** permettraient de s'attaquer à une des principales incohérences du monde politique contemporain,

à savoir que la *substance* de la politique est de plus en plus internationale, tandis que le *processus* de la politique reste essentiellement national ».

Quoi qu'il en soit – ceci vaut pour les gouvernements et pour la société civile - **faire appel à des valeurs religieuses ou morales pour discriminer, humilier ou exclure les gens d'une autre religion, d'une culture étrangère est méprisable.** Est indigne aussi le terrorisme qu'il se fonde sur la religion ou sur d'autres motifs. Le refus de l'étranger, ou tout simplement de l'autre, la xénophobie et, depuis un certain temps dans les pays occidentaux, l'islamo phobie peuvent conduire à des actes d'une gravité extrême.

Bonne gouvernance démocratique signifie aussi de s'opposer au déni du droit de tous à une identité culturelle, religieuse et sociale. Il faut par contre savoir reconnaître l'apport fait à la richesse culturelle de chaque pays par les étrangers immigrés. Il faut savoir respecter le droit des divers groupes sociaux et le droit de toutes les personnes à une identité propre.

Je voudrais encore souligner que **l'exclusion et le désespoir** sont souvent cause de violence et que de nos jours le phénomène de **l'humiliation** porte à renier toute forme de contact positif, ce qui est particulièrement regrettable, car **tout progrès dans le dialogue interculturel passe par la tolérance et la communication.**

Notre Table Ronde a comme titre général « Le XXIème siècle, siècle de l'interdépendance et de la solidarité mondiales ». **Cette solidarité est une exigence politique, morale, économique et juridique.** La conscience sociale devrait devenir la force directrice de la vie locale, régionale, nationale et internationale. **La solidarité est un atout et une force !** Mais – il faut en être conscients aussi ici au Centre Nord-Sud, où les Lauréats viennent de pays du

Sud et du Nord –, que pour mettre en œuvre cette solidarité et avoir succès dans le dialogue interculturel et interreligieux, **il faut commencer par changer soi même**, avant d'espérer de changer le monde. Et d'avoir succès individuellement est sans doute très bien, mais **d'avoir succès en équipe est encore mieux !**

* * * *